

que le gouvernement ait jugé bon de formuler des propositions en vue d'aider l'économie sans rien faire pour réduire le taux de chômage absolument inacceptable que nous connaissons actuellement. Le gouvernement a fait preuve d'inconscience en ne s'attaquant pas directement à ce problème.

Prétendre que la crise du chômage est due en partie à l'augmentation de nombre de femmes et de jeunes sur le marché du travail, c'est ne pas vouloir regarder en face les causes réelles du problème. Le gouvernement sait très bien que s'il y a plus de femmes au travail, c'est parce qu'elles doivent compléter le salaire de leur mari pour faire face à la hausse du coût de la vie. Le chômage sévit de façon particulièrement grave chez les jeunes et pourtant, lundi soir de la semaine dernière, on a complètement oublié ces jeunes qui souffrent du chômage plus que tout autre groupe. Le chômage est le problème économique et social le plus grave que nous connaissons aujourd'hui et pourtant le gouvernement ne semble pas s'en rendre compte.

Les dépenses de consommation sont toujours faibles. Les Canadiens épargnent plus d'argent par habitant qui n'importe qui d'autre. C'est sans doute révélateur du pessimisme des Canadiens à l'égard de leur avenir économique. Les députés de l'autre côté de la Chambre m'accuseront peut-être de jouer les prophètes de malheur comme l'a dit le ministre de la Défense nationale. Pourtant, nous nous contentons de dire les choses telles qu'elles sont. Il est inutile de prétendre que nous sommes au bout de nos peines. Très bien, mais quand en verrons-nous la fin? Nous disons les choses telles qu'elles sont, et on nous accuse de jouer les prophètes de malheur. Je suis loin d'être pessimiste, mais si le gouvernement actuel demeure au pouvoir plus longtemps, le Canada ira certainement à sa perte.

Dans le cours de son exposé, le ministre des Finances a fait remarquer que notre potentiel de croissance économique ne serait pas atteint en 1978. Le Canada n'aura donc pu réaliser son potentiel de croissance pour la cinquième année d'affilée. Cela ne devrait pas être, surtout pas dans un pays comme le Canada dont l'importance même des ressources et de la population commande que nous figurions parmi les pays les plus prospères au monde.

A mon avis, c'est la prodigalité folle du gouvernement qui a précipité le pays dans le gouffre économique dans lequel nous trouvons actuellement. Le déficit budgétaire du gouvernement fédéral est à présent aussi élevé que le chiffre de ses dépenses pour l'année 1968. Le ministre des Finances a prévu un déficit budgétaire de 10.9 milliards de dollars pour l'exercice financier de 1979. Les députés qui siègent au comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques savent bien que les budgets supplémentaires viennent toujours ajouter à ce montant à cause des dépenses excessives qui s'accumulent à la fin de l'année financière. Ces 10.9 milliards de dollars représentent la somme incroyable de \$462 pour chaque Canadien. Pendant l'année financière 1968, l'ensemble des dépenses budgétaires ne représentait que \$488 par Canadien.

J'ai été particulièrement frappé par le fait que le ministre des Finances a reconnu les erreurs du gouvernement. C'est vrai que cela fait du bien de reconnaître ses torts. J'aimerais lire un court passage de cet aveu. Le voici:

Mais, nous en sommes arrivés tous à exiger trop de l'économie. Les pouvoirs publics ont accru leurs dépenses trop vite.

Budget—M. Darling

Ces derniers mots sont fascinants, mais ce que je trouve encore plus remarquable, c'est que même si le gouvernement reconnaît ses torts, le budget ne contient presque rien pour réduire sensiblement les dépenses gouvernementales. Si le gouvernement n'a pas modifié le taux d'imposition des particuliers ou des sociétés, ni la taxe de vente fédérale, imposée à l'étape de la fabrication et intégrée dans le prix de bien des articles, c'est à cause des dépenses extravagantes du gouvernement et de son refus ou de son incapacité à y mettre un frein.

Le Canada perd lentement la confiance des gens depuis dix ans. Il faut rétablir cette confiance. J'imagine que c'est de cela que le ministre de la Défense nationale voulait parler pour l'avenir, c'est-à-dire après les prochaines élections, bien sûr. Je doute que les députés d'en face puissent rétablir ce climat de confiance. Comment le pourraient-ils puisque ce sont leurs habitudes déplorables en matière de dépenses qui ont aggravé considérablement les problèmes économiques du Canada? C'est à cause de leurs prodigalités que les prévisions budgétaires de 1978-1979 sont quatre fois plus élevées que celles de 1968-1969, c'est-à-dire il y a à peine dix ans.

• (1742)

Monsieur l'Orateur, notre pays a grand besoin d'adopter une nouvelle politique et des pratiques différentes. Il a besoin d'un grand nettoyage de printemps. Il est possible que nous puissions compter sur ce grand nettoyage de printemps au mois de juin. Il nous faut un peu d'air frais. Ce n'est qu'alors que la conjoncture commencera à s'améliorer.

Le ministre parle d'air chaud. Je dirai aux honorables députés que le gouvernement libéral ne cesse de connaître ce problème depuis dix ans et surtout depuis quelques années. Le gouvernement a plongé notre pays dans les dettes, et on ne peut le lui pardonner. La dette du Canada à l'étranger s'établissait à 106 milliards de dollars à la fin de 1977, soit 10.4 p. 100 de plus que l'année précédente. Il importe de se souvenir que le service de la dette qui doit être payé sous forme de taxes s'élève à \$894 pour chaque personne ayant occupé un emploi durant l'année 1977 comparé à \$792 en 1976. Le budget du gouvernement déposé ce printemps annonce une autre augmentation de plus de 10 p. 100 pour l'année 1978.

Le gouvernement a eu l'occasion d'offrir au pays ce qu'il lui fallait, c'est-à-dire un budget susceptible de restaurer la confiance. Il a au contraire choisi de lui présenter des demi-mesures teintées d'électorisme. Un budget devrait viser à rassurer les contribuables. Nous avons un gouvernement qui a perdu tous ses moyens et ne peut plus offrir de solutions aux maux économiques que connaît notre pays.

J'ai aimé le discours que le ministre d'État aux Affaires urbaines (M. Ouellet) a prononcé au début de l'après-midi. J'ai eu le privilège que j'ai d'ailleurs depuis un certain nombre d'années de siéger au sein du comité des affaires urbaines. Au fait, le comité s'est réuni ce matin pour discuter des prévisions de la Société centrale d'hypothèques et de logements. Au cours de ces entretiens, j'ai questionné avec beaucoup d'intérêt le ministre pour découvrir dans quelles mesures le programme canadien d'isolation thermique des maisons ainsi que les programmes d'isolation thermique adoptés dans les huit autres provinces au Canada avaient réussi et j'ai pu obtenir des renseignements qui pourraient beaucoup intéresser mes collègues de tous les partis représentés à la Chambre.